

06h00

Par **bernard BROUSTET**

Ford Europe tentera de rassurer les élus en juin

Après le départ de son vice-président en charge du dossier FAI, le PDG affirme aux élus que le groupe souhaite toujours un « avenir durable » pour le site girondin.



Mike Flewitt, vice-président de Ford Europe, au centre, lors d'une visite sur le site de l'usine FAI, le 23 février, vient de démissionner de ses fonctions et de quitter la compagnie. (photo archives q. salinier)

Ford a toujours l'intention de trouver un avenir durable à l'usine FAI de Blanquefort, qu'elle a récupérée l'an dernier. Et la multinationale souhaite que « l'emploi puisse y être assuré à hauteur de 1 000 personnes ». C'est du moins ce que Stephen Odell, président de Ford Europe vient d'assurer aux grands élus girondins (Alain Rousset, Alain Juppé, Vincent Feltesse, Philippe Madrelle, Pascale Got) en réponse à une lettre qu'ils lui avaient expédiée le 13 avril dernier.

Dans ce courrier, les élus s'inquiétaient du fait que les 1 000 emplois précédemment promis n'étaient pas au rendez-vous puisqu'à ce jour les divers projets engagés sur le site ne permettent guère d'employer plus de 800 personnes. Et ils demandaient la réunion d'un « comité de pilotage » en présence de Stephen Odell lui-même.

PUBLICITÉ

Nouvel interlocuteur

Dans la réponse qu'il leur a adressée, le patron de Ford Europe ne leur donne pas satisfaction sur ce point. Il précise seulement que deux vice-présidents de Ford Europe viendront à Bordeaux en juin,

et qu'ils sont prêts, à cette occasion, à rencontrer les élus. Mais le mot de « comité de pilotage », qui évoque une réunion formelle rassemblant élus et représentants de l'État est soigneusement omis.

Deux vice-présidents étaient déjà venus en Gironde le 23 février. L'un d'eux était Mike Flewitt, chargé quelques mois auparavant de prendre en main le dossier FAI, après le départ à la retraite de Ken Macfarlane, qui s'était bien impliqué dans cette tâche. Mais Mike Flewitt a quitté le groupe inopinément. Dans ses fonctions de responsable européen de la production, qui inclut la supervision de FAI, il sera remplacé par Jeff Wood. Élus et syndicalistes devront donc encore une fois s'adapter à un nouvel interlocuteur.

Lors de sa venue en juin, Jeff Wood aura peut-être fort à faire pour s'employer à dissiper les soucis qui commencent à renaître du côté de Blanquefort.

Certes, depuis un an, du travail a été accompli. Le projet de lancement d'une nouvelle boîte automatique à 6 vitesses semble toujours pouvoir déboucher sur une fabrication industrielle l'an prochain, avec quelque 600 emplois à la clé. Mais si d'autres projets moins ambitieux et d'application plus rapide ont également été lancés, ils n'inspirent pas que des appréciations positives chez les élus CGT et CFTC. La fabrication de racks d'emballage pour moteur, qui emploie environ 80 personnes, se déroule, selon le secrétaire du comité d'entreprise Gilles Penel, dans des conditions entraînant des problèmes de santé chez certains salariés. La production de doubles embrayages et de carters moteurs n'en est encore qu'à un stade balbutiant, avec des difficultés techniques, notamment pour les carters.

Chômage partiel

Au surplus, on est toujours sans nouvelles des deux projets complémentaires qui avaient été évoqués à mots couverts en décembre par Dirk Heller, autre dirigeant de Ford Europe, L'un d'eux semble bel et bien avoir été abandonné. L'autre reste mystérieux.

Dans ces conditions, les promesses ne sont toujours pas complètement tenues. Et, du fait que le principal projet - la boîte 6 vitesses - ne monte en puissance que lentement, beaucoup de salariés sont en chômage partiel, ce qui ne leur remonte pas le moral. L'usine se vide de ses anciennes machines, tandis que les nouvelles n'arrivent qu'au compte-gouttes. Ford se refuse toujours à remettre son logo sur le toit, craignant peut-être de décourager un éventuel partenaire industriel, que le groupe ne semble pas à ce jour, être parvenu à dénicher. Dans un contexte européen redevenu morose, Ford, déficitaire sur le continent, s'emploie à réduire les coûts, ce qui ne fait pas forcément l'affaire de Blanquefort. Bref, même si la multinationale a tenu une bonne partie de ses engagements, elle est loin d'avoir rassuré toutes les parties prenantes, à commencer par les salariés.